



## Conseil économique et social

Distr. générale  
28 octobre 2010  
Français  
Original : anglais

**Comité chargé des organisations  
non gouvernementales**  
Session ordinaire de 2011  
31 janvier-9 février 2011

**Rapports quadriennaux pour la période 2006-2009  
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général par les  
organisations non gouvernementales dotées du statut  
consultatif auprès du Conseil économique et social, en  
application de la résolution 1996/31 du Conseil**

**Note du Secrétaire général**

### Table des matières

	<i>Page</i>
1. African Youth Movement . . . . .	3
2. Programme international d'échanges interculturels de l'American Field Service (AFS) . .	4
3. Centre d'étude des droits de l'homme d'Amman . . . . .	5
4. Alliance baptiste mondiale . . . . .	6
5. Center for Oceans Law and Policy . . . . .	7
6. Conseil égyptien des affaires étrangères . . . . .	8
7. Fédération mondiale des PEN clubs . . . . .	9
8. Interregional Union of Life Help for Mentally Handicapped Persons "Sail of Hope" . . . . .	10
9. Italian Association for Aid to Children . . . . .	11
10. Jesuit Refugee Service . . . . .	13
11. Maryknoll Sisters of St. Dominic . . . . .	14
12. Medical Aid for Palestinians . . . . .	16



	<i>Page</i>
13. National Association of Criminal Defense Lawyers . . . . .	17
14. Sisters of Mercy of the Americas . . . . .	18
15. Organisation de défense des victimes de violence . . . . .	20
16. Women's Welfare Centre . . . . .	21
17. Youth Empowerment Alliance . . . . .	22

## **1. African Youth Movement Statut consultatif spécial octroyé en 2006**

### **I. Introduction**

L'African Youth Movement fait appel aux services de jeunes africains compétents, particulièrement de personnes handicapées et marginalisées pour intégrer au niveau rural, grâce à un dialogue entre les différentes parties prenantes, la gestion des ressources en eau, l'adaptabilité aux changements climatiques et la préservation de l'environnement.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

Le Mouvement travaille avec des réseaux nationaux par l'intermédiaire d'ateliers, de partenariats et d'enquêtes en ligne afin: a) d'accroître la prise de conscience des risques de catastrophe et des questions relatives à la santé et à l'environnement; b) d'appuyer les capacités de prise de décisions informées; c) de mettre en œuvre des mesures pour parvenir à une réduction efficace des risques de catastrophe et à une santé durable; d) de faciliter des partenariats entre les parties prenantes; e) de fournir aux jeunes une formation à l'encadrement; et f) de renforcer les efforts de plaidoyer des gouvernementaux locaux.

### **II. Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies**

Depuis janvier 2008, par l'intermédiaire de son projet intitulé "Views from Frontline Project", l'African Youth Movement a établi un rapport détaillé sur les zones sinistrées dans l'ensemble du Nigéria et l'a présenté au Dispositif mondial pour la réduction des risques de catastrophe à Genève, en juin 2009.

#### **A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires**

Néant.

#### **B. Coopération avec des organismes des Nations Unies**

Le Mouvement est un représentant du Réseau mondial d'organisations de la société civile pour la réduction des risques de catastrophe, qui collabore avec la Stratégie internationale de prévention des catastrophes.

#### **C. Activités relatives aux Objectifs du Millénaire pour le développement**

En 2006, le Mouvement a relancé le projet intitulé "Grassroots Participation and Management of Rural Water-related Risks" à Ebo Itu-Mbonsuo (Nigéria) visant à assurer la disponibilité d'une eau potable pour la boisson, l'agriculture et autres usages domestiques et publics. Le projet comprend des programmes de sensibilisation et d'éducation et de renforcement des capacités des infrastructures locales d'appui. L'initiative contribue à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement relatifs à la pauvreté, la santé et l'égalité entre les sexes.

## **2. Programme international d'échanges interculturels de l'American Field Service (AFS) Statut consultatif spécial octroyé en 1974**

### **I. Introduction**

Le Programme international d'échanges interculturels de l'American Field Service (AFS) est une organisation non gouvernementale internationale à but non lucratif fondée sur le volontariat qui fournit une formation interculturelle. Sa principale activité consiste à aider les élèves de l'enseignement secondaire à vivre à l'étranger dans des familles d'accueil et à poursuivre leurs études à l'étranger pendant un an.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'AFS est un mouvement dont l'activité principale consiste à organiser des échanges éducatifs interculturels auxquels 12 000 personnes participent chaque année. Il a un réseau de plus de 40 000 volontaires dans le monde et mène ses travaux par l'intermédiaire d'organisations nationales membres dans 52 pays. Les programmes comprennent l'immersion dans les cultures et langues locales et des projets de services communautaires.

### **II. Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies**

L'AFS a établi des relations avec l'Alliance des civilisations en vue d'appuyer, par l'intermédiaire d'un réseau de partenariats, l'élaboration de projets qui encouragent la compréhension et la réconciliation entre les cultures et, en particulier, entre les sociétés musulmanes et occidentales. Le 27 octobre 2007, l'organisation a organisé, à New York, un forum mondial pour la paix pour près de 800 participants. En 2007 également, elle a parrainé une pétition pour une expansion mondiale des programmes d'échanges pour les jeunes; une cérémonie de présentation de la pétition a été tenue le 6 juin 2008 aux Nations Unies.

#### **A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires**

Le Président et Directeur général de l'organisation a été invité à prendre la parole au deuxième Forum de l'Alliance des civilisations, tenu à Istanbul, les 6 et 7 avril 2009. En mai 2006 et juin 2008, l'organisation a parrainé des déjeunés au Siège de l'Organisation des Nations Unies pour informer de ses travaux le personnel des Nations Unies et les anciens étudiants, notamment Jan Eliasson, Président de la soixantième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

#### **B. Coopération avec des organismes des Nations Unies**

L'AFS encourage et collabore avec de nombreuses autres organisations non gouvernementales dans le cadre des commémorations parrainées par les Nations Unies telles que la Journée internationale des Volontaires et fournit un appui à des séminaires, des ateliers et à l'éducation en matière de droits de l'homme.

#### **C. Activités relatives aux Objectifs du Millénaire pour le développement**

Néant.

### **3. Centre d'étude des droits de l'homme d'Amman Statut consultatif spécial accordé en 2006**

#### **I. Introduction**

Le Centre d'étude des droits de l'homme d'Amman est centre indépendant, régional, scientifique pour les études, la recherche et la formation en ce qui concerne les questions relatives aux droits de l'homme et la démocratie. Il réalise ses activités indépendamment ou en coopération avec des organisations non gouvernementales locales, arabes et internationales en Jordanie, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

Le Centre a pour but de renforcer son rôle en tant qu'institution régionale indépendante des droits de l'homme; de surveiller le respect des droits de l'homme en Jordanie et dans le monde arabe; d'éduquer le public arabe en ce qui concerne ses droits juridiques, politiques et civils; d'examiner les lois et les législations locales afin d'assurer leur compatibilité avec les normes et principes internationaux; et de renforcer les partenariats avec d'autres institutions similaires partout dans le monde. Il a organisé plus de 500 cours de formation sur diverses questions relatives aux droits de l'homme et sur des accords internationaux et le droit international. Il a également beaucoup publié sur les questions relatives aux droits de l'homme dans le monde arabe.

#### **II. Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies**

Le Centre, en collaboration avec d'autres organisations jordaniennes des droits de l'homme, a soumis au Conseil des droits de l'homme chargé de l'examen périodique universel, un rapport sur la situation des droits de l'homme en Jordanie et a élaboré un rapport alternatif au rapport du Gouvernement, soumis dans le cadre de l'examen. Le Centre a organisé de nombreux ateliers sur le processus d'examen périodique universel à Erbil (Iraq) afin d'aider les organisations non gouvernementales irakiennes à préparer leurs rapports.

##### **A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires**

Le Centre a assisté à l'atelier et à la Réunion publique sur l'examen périodique universel organisé par le Conseil des droits de l'homme à Genève, du 8 au 11 décembre 2007. Il a également organisé un atelier sur l'examen périodique universel, à Genève, du 9 au 12 février 2008.

##### **B. Coopération avec des organismes des Nations Unies**

En 2007, les activités du Centre comprenaient l'organisation de cours pédagogiques pour les journalistes, avec un appui financier du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD); en 2006, des cours de formation en matière de droits de l'homme avec des institutions des Nations Unies; en 2007, des cours de formation sur les élections et la participation politique des jeunes, en collaboration avec le PNUD; en 2006, un cours de formation à l'intention des journalistes sur la couverture médiatique des droits de l'homme, en coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés; et, en 2006 et 2007,

en coopération avec la Mission d'assistance des Nations Unies en Iraq et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, le Centre a réalisé un projet sur la responsabilisation des femmes et des jeunes en ce qui concerne le processus électoral afin de renforcer la capacité des organisations non gouvernementales irakiennes et de former des observateurs des élections.

### **C. Activités relatives aux Objectifs du Millénaire pour le développement**

Dans le contexte de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes, le Centre a organisé en Jordanie des sessions de discussion sur les droits des femmes pour célébrer le sixantième anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme.

## **II. Informations supplémentaires**

Le Centre d'étude des droits de l'homme d'Amman a publié des rapports et des livres notamment sur les systèmes électoraux dans le monde; la liberté de la presse dans les pays arabes; la justice pour mineurs; et les droits de l'homme et le système de justice pénale; ainsi que des rapports annuels sur la peine de mort dans le monde arabe.

## **4. Alliance baptiste mondiale Statut consultatif spécial octroyé en 1974**

### **I. Introduction**

L'Alliance baptiste mondiale est un mouvement mondial créé à Londres en 1905 lors du premier Congrès baptiste mondial.

### **A. Buts et objectifs de l'organisation**

L'Alliance baptiste mondiale a six unions ou fraternités continentales: la Fédération baptiste Asie-Pacifique, l'All Africa Baptist Fellowship, la Caribbean Baptist Fellowship, la Fédération baptiste européenne, la North American Baptist Fellowship et l'Union des Baptistes en Amérique latine. L'Alliance unit les Baptistes pour la communion et le culte et répond aux personnes dans le besoin par l'intermédiaire de projets et d'activités visant à parvenir à l'autonomie et à un développement durable, notamment en matière d'agriculture, de santé et d'éducation.

### **B. Changements importants survenus dans l'organisation**

En 2008, une Division pour la liberté et la justice a été établie pour superviser les relations avec les Nations Unies.

## **II. Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies**

L'Alliance baptiste mondiale commémore la Journée des droits de l'homme. Elle plaide également pour les droits consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

### **A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires**

L'Alliance assiste aux réunions de la Commission de la condition de la femme.

### **B. Coopération avec des organismes des Nations Unies**

L'Alliance se concentre sur la pandémie de VIH/sida en accordant la priorité aux projets de développement et à l'éducation, ainsi qu'à la réalisation d'un projet entrepris sous la direction du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA).

### **C. Activités relatives aux Objectifs du Millénaire pour le développement**

L'Alliance a réalisé des activités dans le cadre du Micah Challenge afin de promouvoir les efforts visant à réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement d'ici 2015. Elle a également parrainé plusieurs conférences et créé des possibilités de renforcement de la paix et de réconciliation entre les Baptistes et d'autres.

## **II. Information supplémentaire**

En 2009, l'Alliance baptiste mondiale a publié une réponse formelle, exprimant son accord avec "A Common Word Between Us and You", lettre écrite par 138 dirigeants et savants musulmans demandant aux Chrétiens et aux Musulmans d'œuvrer en faveur de la paix et de la liberté de religion. Les organismes membres de l'Alliance dans le monde entier ont également élaboré des projets et pris des mesures dans des domaines relatifs aux droits de l'homme, notamment l'éducation, les droits des femmes et des enfants, la justice économique et sociale, la paix et la réconciliation et la lutte contre la faim.

## **5. Center for Oceans Law and Policy Statut consultatif spécial octroyé en 2002**

### **I. Introduction**

Le Center for Oceans Law and Policy à l'École de droit de l'Université de Virginie appuie la recherche, l'éducation et les délibérations sur des questions juridiques et de politiques publiques relatives aux océans.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

Le Centre parraine des conférences, des publications et des cours, et préserve des archives de documents sur les océans, y compris une des plus larges collections de matériel sur le droit de la mer. Quinze ans auparavant, le Centre a fondé la Rhodes Academy of Oceans Law and Policy et continue de la parrainer.

### **II. Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies**

Le Centre a publié une série de six volumes de Commentaires sur la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 qui sont cités régulièrement par le Tribunal international du droit de la mer et des savants dans le monde entier comme faisant autorité en ce qui concerne l'histoire de la Convention.

**A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires**

Le Centre a assisté régulièrement aux réunions du Processus consultatif officiel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer, tenues au Siège des Nations Unies.

**B. Coopération avec des organismes des Nations Unies**

Le Centre a coparrainé des réunions avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation maritime internationale. Le Centre a également organisé des réunions avec l'Autorité internationale des fonds marins et le Tribunal international du droit de la mer.

**C. Activités relatives aux Objectifs du Millénaire pour le développement**

Le Centre a fourni un appui à des initiatives entreprises dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement, en tenant des réunions sur des questions environnementales et sécuritaires relatives aux océans.

**6. Conseil égyptien des affaires étrangères  
Statut consultatif spécial octroyé en 2006**

**I. Introduction**

Le Conseil égyptien des affaires étrangères a été créé en tant qu'instance visant à promouvoir des discussions d'experts sur des problèmes régionaux et internationaux pressants et une compréhension du public ces questions et d'introduire de nouvelles approches et initiatives dans les débats en cours.

**A. Buts et objectifs de l'organisation**

Le Conseil a pour principal objectif de promouvoir les débats et la compréhension publics des questions de politique étrangère aux niveaux régional et international et avant tout de celles concernant les intérêts stratégiques, économiques et politiques de l'Égypte. Pour réaliser sa mission, le Conseil fait appel aux connaissances variées de ses membres et d'autres experts reconnus, notamment de fonctionnaires. Le Conseil sert également d'instance, officielle et non officielle, aux dignitaires étrangers pour se rencontrer et discuter de sujets de préoccupation avec des représentants de la société civile égyptienne.

**B. Changements importants survenus dans l'organisation**

Le Conseil a créé un certain nombre de groupes de travail spécialisés dans diverses régions chargés d'examiner des questions spécifiques d'importance régionale et mondiale relatives aux États-Unis d'Amérique; à l'Afrique; aux affaires arabes; à l'Asie; à l'Europe; à l'Amérique latine; à Israël; à l'énergie; au bassin et à la vallée du Nile; à la maîtrise des armements et à la sécurité régionale; à l'Organisation des Nations Unies et aux organisations internationales; à l'environnement et aux changements climatiques; au droit international et aux droits de l'homme; aux affaires culturelles et sociales; et au Comité des entreprises.

## **II. Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies**

Le 30 avril 2008, le Conseil égyptien des affaires étrangères a organisé, au Bureau des Nations Unies à Genève, des réunions informelles sur le désarmement et la maîtrise des armements avec des organisations non gouvernementales et des personnalités de sept États membres en préparation de la deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010.

### **A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires**

Le Conseil a assisté à la cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme, tenue du 2 au 13 mars 2009 au Siège des Nations Unies et au segment de haut niveau du Conseil économique et social, tenu à Genève en 2009.

### **B. Coopération avec des organismes des Nations Unies**

Néant.

### **C. Activités relatives aux Objectifs du Millénaire pour le développement**

Néant.

## **7. Fédération mondiale des PEN clubs Statut consultatif spécial octroyé en 2002**

### **I. Introduction**

La Fédération internationale des PEN clubs est une association internationale d'écrivains qui compte 145 centres dans 104 pays, créée en 1921, après la Première Guerre mondiale, afin d'encourager l'amitié entre les écrivains du monde entier.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

PEN œuvre pour la liberté d'expression et de diffusion des idées et pour dissiper par l'écriture les haines liées à la race, à la classe sociale, à la religion et au nationalisme. PEN encourage la littérature, les campagnes internationales sur la liberté d'expression et l'amélioration de l'accès à la littérature dans le monde entier.

## **II. Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies**

En 2009, le Comité des écrivains en prison de PEN a mis en place un programme sur l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme en vue de promouvoir un processus d'examen largement compris et encourageant la participation des organisations non gouvernementales. PEN a soumis plusieurs rapports aux sessions du Groupe de travail chargé de l'examen périodique universel: a) un rapport commun sur la Tunisie (Genève, du 7 au 18 avril 2008); un rapport sur la Chine (Genève, du 2 au 13 février 2009); un rapport sur l'Afghanistan et le Viet Nam (Genève, du 4 au 15 mai 2009); et un rapport sur l'Érythrée (Genève, du 30 novembre au 9 décembre 2009).

### **A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires**

L'organisation a participé tous les ans aux sessions de la Commission de la condition de la femme, tenues entre 2006 et 2009 à New York et a assisté aux sessions du Conseil des droits de l'homme de 2006 à 2009, faisant des déclarations orales sur l'état de la liberté d'expression en Chine, sur la lutte contre la diffamation des religions, sur la Colombie, sur l'Afghanistan et sur le Viet Nam. En juin 2008, PEN a fourni des informations au Haut-Commissariat aux droits de l'homme qui ont par la suite été incorporées dans le rapport du Secrétaire général, intitulé "Lutter contre la diffamation des religions" soumis conformément à la résolution 62/154 de l'Assemblée générale.

### **B. Coopération avec des organismes des Nations Unies**

En octobre 2008, le Directeur du Programme du Comité des écrivains en prison de PEN a rencontré le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression pour faire rapport sur les abus commis contre les écrivains et les journalistes de la presse écrite.

### **C. Activités relatives aux Objectifs du Millénaire pour le développement**

**Objectif 2.** L'organisation a encouragé et appuyé des projets sur la lecture et l'écriture de fiction dans les écoles en Algérie, en Bolivie (État plurinational de), en Colombie, au Ghana, en Guinée, au Kenya, au Malawi, au Nicaragua, au Nigéria, en Ouganda, en Sierra Leone, en Somalie et en Zambie.

**Objectif 3.** Le Comité des femmes écrivains de PEN a organisé des conférences régionales à l'intention des femmes écrivains afin de les aider à définir les problèmes qui les concernent spécialement et de créer des programmes permettant de résoudre ces problèmes.

## **8. Interregional Union of Life Help for Mentally Handicapped Persons "Sail of Hope" Statut consultatif spécial octroyé en 2002**

### **I. Introduction**

#### **A. Buts et objectifs de l'organisation**

L'organisation a pour objectif de protéger les droits des handicapés mentaux dans les institutions et les organisations en Fédération de Russie.

#### **B. Changements importants survenus dans l'organisation**

L'adoption de la Convention relative aux droits des personnes handicapées a renforcé la position de l'organisation dans les efforts qu'elle déploie auprès du Gouvernement de la Fédération de Russie pour qu'il ratifie la Convention.

### **II. Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies**

Dans le contexte de l'adoption en 2006 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, l'organisation a participé aux délibérations et a soumis une proposition en faveur des personnes handicapées; elle a soumis des articles sur

les droits des enfants au Département de l'information du Secrétariat; elle a assisté à des séminaires pour discuter de la situation des handicapés mentaux en Fédération de Russie. En partenariat avec le Centre d'information des Nations Unies à Moscou, l'organisation a participé aux travaux Conseil sur les droits des handicapés pour discuter de la législation russe concernant les personnes handicapées et les handicapés mentaux. Elle a également mis en place un groupe de travail informel pour promouvoir la ratification de la Convention par la Fédération de Russie et a entrepris avec les États-Unis d'Amérique un projet conjoint dans le cadre de "Sail of Hope" qui permet de distribuer des livres à colorier, des crayons et d'autres articles aux orphelinats russes.

#### **A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires**

L'organisation a participé à la cinquante-neuvième la Conférence des organisations non gouvernementales/Département de l'information, tenue à New York du 6 au 8 septembre 2006.

#### **B. Coopération avec des organismes des Nations Unies**

L'organisation a coopéré avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance à Moscou pour préparer des travaux de recherche et des études sur la situation des enfants en Tchétchénie.

#### **C. Activités relatives aux Objectifs du Millénaire pour le développement**

**Objectif 1.** L'organisation a collecté des vêtements et des denrées alimentaires pour les envoyer en Tchétchénie.

**Objectif 2.** L'organisation a œuvré en faveur des études primaires pour les enfants handicapés mentaux.

### **9. Italian Association for Aid to Children Statut consultatif spécial octroyé en 2006**

#### **I. Introduction**

L'Italian Association for Aid to Children est une organisation à but non lucratif qui défend les droits des enfants. En 1991, l'Association a été la cofondatrice d'EurAdopt, organisation ayant pour objectif de promouvoir la coordination entre toutes les principales organisations européennes s'occupant d'adoptions internationales.

#### **A. Buts et objectifs de l'organisation**

L'Association a pour mission de promouvoir la reconnaissance de l'enfant en tant que personne et de protéger ses droits fondamentaux à la vie, à la santé, à une famille, à l'éducation, au jeu et à l'innocence. Elle se concentre en particulier sur les enfants qui ne fréquentent pas à l'école, qui sont obligés de travailler ou de se prostituer, qui ne bénéficient pas de soins ou de supervision d'adultes ou qui sont soumis à la violence ou d'autres formes d'exploitation. L'Association travaille en collaboration avec le gouvernement et la société civile pour assurer la protection et la promotion des droits des enfants, tels qu'ils sont énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant, en réalisant des initiatives d'éradication de la

pauvreté et en appuyant l'élaboration de normes juridiques pour les systèmes de placement en milieu ouvert et d'adoption.

#### **B. Changements importants survenus dans l'organisation**

En 2009, l'Association a ouvert un bureau à Abidjan (Côte d'Ivoire).

### **II. Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies**

En collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Italian Association for Aid to Children réalise l'Initiative des écoles amies des enfants, notamment au Cambodge en tant qu'élément essentiel de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté. Depuis 2006, l'Association travaille avec un partenaire local afin de mettre en place un programme pour la prévention de l'infanticide féminin au Tamil Nadu (Inde). Le programme tend à promouvoir l'éducation des fillettes et réalise des activités de formation à l'intention des adolescents, des adolescentes et des femmes, ainsi que des programmes de formation professionnelle. Elle se concentre également sur l'éducation dans les régions rurales du Burkina Faso.

#### **A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires**

Néant.

#### **B. Coopération avec des organismes des Nations Unies**

En 2006, le projet Fekat Circus de l'Association a encouragé la sensibilisation au VIH et à la tuberculose parmi les enfants d'âge scolaire et les jeunes en Éthiopie. En 2008, elle a contribué aux travaux du Groupe italien d'ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant et du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale. En 2008 également, l'organisation a contribué à l'élaboration du rapport complémentaire aux troisième et quatrième rapports périodiques du Viet Nam sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant pour la période allant de 2002 à 2007. En 2009, en collaboration avec le Groupe d'ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant, l'Association a soumis une présentation conjointe à l'examen périodique universel. En 2009, en collaboration avec le Département de la protection de l'enfant de l'UNICEF au Cambodge, l'Association a coordonné des activités avec des organisations internationales en vue de renforcer le système de protection de l'enfant au Cambodge.

#### **C. Activités relatives aux Objectifs du Millénaire pour le développement**

L'Association a contribué à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement au Burkina Faso, en Éthiopie, en Inde, au Cambodge et au Viet Nam. Les principales activités comprenaient notamment:

**Objectif 2.** Un enseignement primaire a été dispensé à 61 572 enfants; 1 758 enseignants ont reçu une formation.

**Objectif 3.** 1 420 filles ont fréquenté des écoles secondaires; 1 653 femmes ont reçu une formation.

**Objectif 4.** 60 711 enfants souffrant de malnutrition ont reçu des produits alimentaires et un traitement pédiatrique néonatal.

**Objectif 6.** 1 474 personnes ont bénéficié de tests de dépistage du VIH, accompagnés de conseils; 498 femmes et 241 enfants ont reçu des soins, un traitement et un appui à la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant.

**Objectif 7.** Un accès à l'eau potable a été fourni à 5 000 familles.

## **10. Jesuit Refugee Service Statut consultatif spécial octroyé en 2002**

### **I. Introduction**

Le Jesuit Refugee Service est une organisation catholique internationale qui a pour mission d'accompagner les réfugiés et les personnes déplacées de force et de défendre leurs droits. L'organisation offre des services aux niveaux régional et national, avec l'appui d'un centre international situé à Rome.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'organisation fournit des services directs aux réfugiés et aux demandeurs d'asile ainsi qu'aux personnes déplacées à l'intérieur du pays dans les camps, les centres urbains et ailleurs dans plus de 57 pays. Elle dispense un enseignement primaire dans les camps et les zones d'installation de réfugiés dans l'ensemble de l'Afrique et fournit une aide d'urgence aux personnes déplacées de force dans de nombreuses régions d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, d'Europe et d'Amérique du Nord. En ce qui concerne le plaidoyer, le Service œuvre à tous les niveaux, soit indépendamment soit en collaboration avec d'autres groupes, pour promouvoir les droits des personnes ou des groupes déplacés de force.

### **II. Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies**

Le Jesuit Refugee Service a pour mission de protéger les droits des réfugiés, de fournir une assistance juridique pour les demandes d'asile, un appui en ce qui concerne les services, l'enregistrement, le retour ou la réinstallation et une formation aux fonctionnaires, aux organisations non gouvernementales locales et aux réfugiés. Les activités de l'organisation couvrent un large éventail d'enseignement formel et informel, notamment l'éducation préscolaire, tertiaire et spécialisée, des bourses, les compétences pratiques, la formation professionnelle, l'alphabétisation des adultes, des classes d'informatique et de langues et une éducation en matière de paix et de réconciliation, ainsi qu'une formation des enseignants. Dans le domaine des secours d'urgence, le Service distribue des produits alimentaires et des articles non alimentaires, fournit un abri et appuie la réparation et l'entretien des logements. Il fournit également des soins de santé, une éducation en matière de santé et une formation au personnel médical et infirmier, notamment en ce qui concerne la sensibilisation au VIH/sida. Dans les centres de détention, il offre des services d'aumônerie.

### **A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires**

Le Service a participé, entre autres, au troisième Dialogue sur les défis de protection, tenu à Genève, les 9 et 10 décembre 2009; à la réunion du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire, tenue à Genève, du 28 septembre au 2 octobre; à la rédaction d'une déclaration des organisations non gouvernementales pour le Bureau pour l'Asie et le Pacifique du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés; aux consultations annuelles du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés avec les organisations non gouvernementales partenaires, du 29 juin au 1<sup>er</sup> juillet 2009; et à la consultation annuelle du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés avec les organisations non gouvernementales, du 25 au 27 juin 2008.

### **B. Coopération avec des organismes des Nations Unies**

Le Service travaille avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, et le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires en qualité d'agent d'exécution ou partenaire collaborant.

### **C. Activités relatives aux Objectifs du Millénaire pour le développement**

**Objectif 1.** A Lusaka, le Service a fourni une formation à des femmes en matière de coiffure, de restauration et de compétences informatiques. A Nairobi, ses installations ont fourni un marché pour l'artisanat des réfugiés. Il encourage les programmes de réintégration des anciens enfants soldats au Tchad, en Ouganda et en République démocratique du Congo. A Makhado (Afrique du Sud), le Service a fourni une aide alimentaire d'urgence à plus de 20 000 réfugiés du Zimbabwe.

**Objectif 2.** Tous les ans, le Service a fourni un enseignement primaire à plus de 150 000 enfants des écoles primaires dans le monde entier. Il a également construit des écoles et former des enseignants de l'enseignement primaire au Soudan, en Angola et en République démocratique du Congo.

## **11. Maryknoll Sisters of St. Dominic Statut consultatif spécial octroyé en 1998**

### **I. Introduction**

Les Maryknoll Sisters of St. Dominic sont des religieuses catholiques qui œuvrent dans 27 pays en tant qu'infirmières, doctoresses, enseignantes, assistantes sociales, catéchistes, théologiennes, agronomes, artistes, journalistes, écologistes, promotrices des femmes et spécialistes du développement communautaire.

### **Buts et objectifs de l'organisation**

Les travaux des Maryknoll Sisters portent sur des questions relatives à la justice, à la paix, à la sécurité humaine et au développement durable en Afrique, en Asie, en Amérique latine et en Amérique du Nord. Les travaux comprennent une éducation en matière de VIH/sida, des projets agricoles, écologiques et de renforcement de la paix, l'installation des migrants, la promotion économique et sociale des femmes, les secours, des programmes contre le racisme et l'appui à une législation contre la prostitution et la traite des femmes et des enfants.

## II. Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Les contributions comprennent: la création d'une équipe de renforcement de la paix au Kenya (2007-2009); le maintien de la paix en Palestine/Israël (2007-2009) et en République démocratique du Congo (2009), l'alimentation à Nairobi des personnes déplacées à l'intérieur du pays après la crise des élections au Kenya et en République-Unie de Tanzanie; et la création d'une organisation non gouvernementale pour les droits de l'homme et l'environnement au Pérou.

### A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

L'organisation a participé tous les ans aux réunions de la Commission du développement durable, a fait des déclarations, organisé une manifestation parallèle et a été membre de la table ronde sur les changements climatiques; elle a participé à la réunion de la Commission de la condition de la femme, tenue le 3 mars 2009; a coparrainé, avec la Mission de la Grenade, une manifestation parallèle en préparation du Sommet d'une journée sur les changements climatiques, tenu à New York, le 16 septembre 2009; a contribué à la préparation d'un document intitulé "Climate change: summary and recommendations for Governments" pour la quinzième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Copenhague en décembre 2009.

### B. Coopération avec des organismes des Nations Unies

L'organisation a publié des travaux de recherche sur, entre autres, les changements climatiques, un traité sur le commerce des armes et la pauvreté; elle a participé aux travaux de la Commission du désarmement et de l'Instance permanente sur les questions autochtones; a coopéré avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement dans le cadre de ses activités éducatives; et a assisté à la Conférence sur la crise économique et financière mondiale et son incidence sur le développement, tenue à New York, du 24 au 26 juin 2009.

### C. Activités relatives aux Objectifs du Millénaire pour le développement

**Objectif 1.** En collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'organisation a exécuté un programme visant à éliminer la pauvreté en Namibie (2007 et 2008).

**Objectif 2.** L'organisation a réalisé un programme d'alimentation scolaire pour les enfants à Joao Pessoa (Brésil) (2006-2009).

**Objectif 3.** En 2008, l'organisation a réussi à faire adopter une législation pour protéger les femmes et les enfants contre la prostitution et la traite dans l'État de New York.

**Objectif 6.** L'organisation a fourni une éducation en matière de VIH/sida à Yangon (Myanmar) (2006-2009) et a organisé des ateliers sur la prévention du VIH/sida au Guatemala.

**Objectif 7.** En 2009, l'organisation a travaillé avec des organisations non gouvernementales s'occupant des droits de l'homme et de l'environnement à Condoraque (Pérou) pour remettre en état les terres et les ressources en eau des

populations autochtones contaminées par l'extraction minière à grande échelle dans la communauté.

## **12. Medical Aid for Palestinians Statut consultatif spécial octroyé en 2002**

### **I. Introduction**

Medical Aid for Palestinians a pour tâche d'améliorer la santé des Palestiniens vivant sous l'occupation et des réfugiés. L'organisation a des bureaux en Cisjordanie, à Gaza et à Beyrouth.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

**Territoire palestinien occupé:** L'organisation dispense des soins de santé et des traitements médicaux à ceux qui sont le plus affectés par le conflit, l'occupation et le déplacement. Œuvrant en partenariat avec des prestataires de soins de santé et des hôpitaux locaux, elle couvre un vaste éventail de questions et de défis, en se concentrant sur des domaines clés tels que la santé infantile, les soins de santé primaires, les incapacités et la réadaptation, la santé psychosociale et la préparation aux situations d'urgence et l'organisation des secours. L'organisation s'efforce de parvenir à des améliorations durables en matière de santé en renforçant les capacités locales et en travaillant avec les ménages pour remédier aux lacunes dans les services de santé. Elle a appuyé la mise en place de plusieurs cliniques spécialisées et de services d'information spécialisés et œuvre avec des organisations non gouvernementales palestiniennes et libanaises pour financer des interventions et le développement des capacités.

### **II. Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies**

#### **A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires**

Dans le Territoire palestinien occupé, Medical Aid for Palestinians partage des informations avec l'équipe de liaison des Nations Unies et participe activement aux travaux du groupe de travail chargé de la logistique du Bureau pour la coordination des affaires humanitaires. L'organisation est un membre actif du Groupe de santé mondiale et a été le principal contact avec les Nations Unies en ce qui concerne les questions de santé. Au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Medical Aid for Palestinians a récemment participé et contribué à une table ronde sur le festival du film sur les droits de l'homme de l'Association des Nations Unies, qui mettait en relief le manque d'accès aux soins de santé en Cisjordanie.

#### **B. Coopération avec des organismes des Nations Unies**

Au Liban et dans le Territoire palestinien occupé, en collaboration avec l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient, l'organisation a travaillé sur les questions relatives à la santé maternelle et infantile dans les camps de réfugiés, notamment en fournissant une formation au personnel de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient afin d'améliorer leurs compétences dans ce domaine. Elle a également entretenu des relations de travail avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Fonds des Nations Unies pour la population.

### **C. Activités relatives aux Objectifs du Millénaire pour le développement**

**Objectif 1.** L'organisation a revitalisé 60 petites entreprises au Liban afin d'accroître les revenus des ménages; elle a fourni un appui aux travaux de réparation des logements dans le camp Dbaye au Liban; et elle a fourni des repas réguliers et une éducation en matière de santé aux écoliers vulnérables et aux enfants souffrant de malnutrition à Gaza.

**Objectifs 4 et 5.** L'organisation a dispensé aux prestataires de soins de santé une formation en matière d'obstétrique d'urgence avancée et d'équipement de survie néonatale et, avec un financement du Ministère du développement international du Royaume-Uni, elle a créé une unité de traitement intensif néonatal à l'hôpital Al-Awda; en collaboration avec l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient et grâce à un financement de l'Irish Aid, elle a mis en place un réseau de santé maternelle et infantile afin de rationaliser l'emploi des ressources à Gaza; elle a accru la fourniture de services de soins de santé primaires à Jéricho; et elle a fourni une formation aux techniques pédiatriques permettant de sauver des vies à 20 médecins, infirmières en chef et techniciens ambulanciers à Gaza.

## **13. National Association of Criminal Defense Lawyers Statut consultatif spécial octroyé en 2002**

### **I. Introduction**

La National Association of Criminal Defense Lawyers est une association d'avocats pénalistes aux États-Unis, qui comprend plus de 11 000 membres et plus de 90 membres affiliés aux niveaux local, national et international.

### **A. Buts et objectifs de l'organisation**

L'Association a pour but d'assurer la justice et le respect des procédures pour les personnes accusées de crime, d'encourager l'intégrité, l'indépendance et l'expertise des avocats pénalistes et de favoriser l'administration adéquate et équitable de la justice pénale. Les travaux de l'Association consistent à: a) entreprendre des recherches dans le domaine du droit et des procédures pénales et du droit constitutionnel; b) plaider; c) parrainer des réunions des avocats pénalistes, aux niveaux national et international; d) représenter l'Association devant les organismes législatifs, exécutifs, judiciaires et internationaux qui déterminent la politique; et e) préserver, protéger et défendre le système judiciaire accusatoire.

### **B. Changements importants survenus dans l'organisation**

La composition internationale de l'organisation est passée de 34 membres en 2002 à 121 en 2010. L'organisation a élargi ses travaux internationaux dans le domaine des droits de l'homme.

## **II. Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies**

### **A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires**

L'Association a rédigé un rapport alternatif concernant la présentation de rapports par les États-Unis en vertu de la Convention contre la torture et a fait une déclaration orale lors des audiences du Comité contre la torture tenues à Genève du 4 au 7 mai 2006; dans le cadre de la présentation de rapports par les États-Unis en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, l'Association a contribué à la rédaction d'un rapport alternatif conjoint et fait une déclaration orale sur la peine de mort lors des audiences du Comité des droits de l'homme, tenues à Genève, du 10 au 20 juillet 2006; elle a assisté à la seizième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, tenue à Vienne, du 23 au 27 avril 2007; elle a parrainé des programmes et des discussions à l'appui de la résolution 62/149 de l'Assemblée générale sur un moratoire sur l'application de la peine de mort; en novembre 2007, elle a contribué au rapport alternatif sur le racisme aux États-Unis soumis au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale; elle a assisté aux 1853<sup>e</sup> et 1854<sup>e</sup> séances du Comité, tenues les 21 et 22 février 2008; et elle a assisté à la dix-huitième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, tenue à Vienne, du 16 au 24 avril 2009 et a parrainé, en collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, une manifestation parallèle sur l'accès à la justice au Libéria.

### **B. Coopération avec des organismes des Nations Unies**

En partenariat avec l'École de droit de la Washington and Lee University et en collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'Association a réalisé un programme communautaire de formation au Libéria afin de donner suite aux dispositions clés de la résolution 2007/24 du Conseil économique et social sur la coopération internationale en vue de l'amélioration de l'accès à l'assistance juridique dans les systèmes de justice pénale, en particulier en Afrique.

### **C. Activités relatives aux Objectifs du Millénaire pour le développement**

L'Association a mis l'accent sur les questions essentielles de l'accès à la justice et au droit à un procès régulier, qui entrent dans la catégorie des activités à l'appui des principes universels, dans le contexte des Objectifs du Millénaire pour le développement.

## **14. Sisters of Mercy of the Americas Statut consultatif spécial octroyé en 1998**

### **I. Introduction**

Les travaux de l'organisation comprennent la fourniture de services de santé, d'éducation et autres services sociaux en collaboration avec des partenaires locaux. En Afrique, elle travaille avec les ministères de l'éducation, notamment dans le domaine de la prévention du VIH/sida, et elle fournit des soins aux personnes souffrant du sida. En Amérique latine et dans les Caraïbes, ses activités visent à renforcer le pouvoir d'action des femmes pauvres grâce à des projets d'alphabétisation. En Asie, les projets ont principalement trait à l'éducation, et en

Europe (Italie, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Irlande et Roumanie) et en Amérique du Nord, les membres réalisent un vaste éventail des activités mentionnées ci-dessus, ainsi que des travaux de sensibilisation. Depuis 1998, les relations avec les Nations Unies ont été facilitées par un bureau connu sous le nom de Mercy Global Concern.

## **II. Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies**

### **A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires**

L'organisation s'est concentrée sur le développement social et l'élimination de la pauvreté. Elle a participé activement à de nombreuses réunions des Nations Unies et a assuré deux mandats en qualité de membre du Conseil du Comité exécutif des organisations non gouvernementales, associé au Département de l'information des Nations Unies, aidant à rédiger et à faire adopter de nombreuses interventions sur l'exclusion sociale, l'éducation, la féminisation de la pauvreté, l'éducation des filles, l'égalité entre les sexes, le lien entre la pauvreté et le VIH/sida et la traite des femmes et des enfants. Les membres de l'organisation ont également participé aux travaux de: a) la Commission du développement social (février 2006, février 2007, février 2008 et février 2009); la Commission de la condition de la femme (du 27 février au 10 mars 2006, du 26 février au 9 mars 2007, du 29 février au 7 mars 2008 et du 2 au 13 mars 2009); et c) de l'Instance permanente sur les questions autochtones (du 15 au 26 mai 2006, du 14 au 25 mai 2007, du 21 avril au 2 mai 2008 et du 18 au 29 mai 2009).

### **B. Coopération avec des organismes des Nations Unies**

L'organisation participe aux conférences annuelles des organisations non gouvernementales/Département de l'information. L'ancien directeur du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme est membre du Conseil consultatif de Mercy Global Concern. L'organisation organise une conférence annuelle sur le thème "Bridging the gap between policy and practice" au Church Centre des Nations Unies. Elle participe aux travaux du Comité des organisations non gouvernementales sur le développement social, du Comité des organisations non gouvernementales sur la condition de la femme, du Groupe de travail sur la situation des petites filles du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et des Comités des organisations non gouvernementales sur la pauvreté et les changements climatiques et sur la pauvreté (sous-comités de la Commission du développement social). Les publications comprennent *Where in the World are My Sister?* (2006), qui utilise des données des Nations Unies pour comparer les niveaux de pauvreté dans le monde entier et donner des exemples de bonnes pratiques et de mesures prises pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement, et *Just Imagine*, brochure publiée par Mercy Global Concern en 2008 pour mettre en relief la détresse des petites filles.

## **15. Organisation de défense des victimes de violence Statut consultatif spécial octroyé en 1998**

### **I. Introduction**

L'Organisation de défense des victimes de violence est une organisation non gouvernementale à but non lucratif et à caractère apolitique qui encourage l'éducation en matière de droits de l'homme et une culture de la non-violence. Depuis 2000, l'organisation est également membre du Conseil international de réhabilitation pour les victimes de la torture, situé au Danemark et membre du Réseau AMAN, qui facilite la réadaptation des victimes de la violence et de la torture au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'organisation a pour mission de promouvoir l'état de droit et une culture de non-violence, de diffuser des informations et de faire prendre conscience de la question des victimes de violence et de faciliter l'établissement de liens avec des organisations nationales, régionales et internationales pour échanger des vues, l'expérience et les connaissances en la matière.

### **II. Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies**

L'organisation a réalisé des projets en République islamique d'Iran en collaboration avec divers organes des Nations Unies, notamment avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Centre d'information des Nations Unies, le Département de l'information des Nations Unies, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Organisation internationale des migrations.

#### **A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires**

L'organisation a participé régulièrement aux sessions du Conseil des droits de l'homme.

#### **B. Coopération avec des organismes des Nations Unies**

Les activités de l'organisation comprennent un projet sur la promotion des droits de l'homme et l'accès à la justice, réalisé en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement; la formation de conseillers aux procédures judiciaires des tribunaux de la famille, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la population; l'organisation de sessions de formation sur la réduction de la violence fondée sur le sexe; et un projet sur la promotion d'une culture des droits de l'homme dans les écoles, en coopération avec toutes les institutions des Nations Unies en République islamique d'Iran. L'organisation a également dispensé des cours sur les droits de l'homme à l'intention de jeunes, de militants associatifs, d'étudiants en droit, de responsables d'organisations gouvernementales et non gouvernementales de la province de Kerman, de juges de la province de Téhéran ainsi que de minorités religieuses.

### **C. Activités relatives aux Objectifs du Millénaire pour le développement**

**Objectif 3.** L'organisation a contribué à la réalisation de l'Objectif 3 grâce au renforcement des capacités et de la formation aux questions relatives aux femmes, notamment en organisant des ateliers, des cours et des séminaires.

## **16. Women's Welfare Centre Statut consultatif spécial octroyé en 2006**

### **I. Introduction**

Le Women's Welfare Centre a été créé en 1988 en tant qu'organisation féminine et est situé à Pune (Inde). Il a un réseau de plus de 400 groupes de femmes provenant d'environ 100 bidonvilles de Pune.

#### **A. Buts et objectifs de l'organisation**

L'organisation vise à promouvoir l'égalité entre les sexes grâce à des programmes d'autonomisation des femmes. Le groupe cible de l'organisation se compose de femmes victimes de violence dans la famille, de discrimination sociale et d'injustice.

#### **B. Changements importants survenus dans l'organisation**

L'organisation a élargi ses activités à l'État de Bihar, dans le nord de l'Inde.

### **II. Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies**

Le Women's Welfare Centre a participé activement à la promotion de programmes de microcrédits parmi les femmes économiquement et socialement désavantagées en vue d'améliorer leur situation socio-économique. Le Centre a fourni une aide en matière d'éducation aux étudiants pauvres afin qu'ils n'abandonnent pas l'école. Il a fourni des services de santé à 45 villages éloignés et a organisé des campagnes de sensibilisation au VIH/sida à l'intention des jeunes, des femmes et des routiers inter-États.

#### **A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires**

Le Directeur exécutif principal du Women's Welfare Centre a assisté à la cinquante et unième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York, du 26 février au 9 mars 2007.

#### **B. Coopération avec des organismes des Nations Unies**

Néant.

### **C. Activités relatives aux Objectifs du Millénaire pour le développement**

**Objectif 1.** L'organisation encourage l'égalité entre les sexes par l'intermédiaire d'activités visant à réduire la violence dans la famille et les atteintes sexuelles contre les femmes et les fillettes. Elle a formé des femmes en tant qu'assistantes juridiques pour aider les victimes de violence. Elle a également réalisé des programmes d'éducation et de sensibilisation sur la question, elle a organisé des groupes de microcrédits pour promouvoir l'indépendance économique

et renforcer le pouvoir de prise de décision des femmes, elle a dispensé des cours de formation pour améliorer les compétences des femmes entrepreneurs, elle a encouragé l'éducation des filles en fournissant une aide en matière d'éducation aux familles pauvres pour éviter les abandons scolaires et a organisé des classes préscolaires, un accent particulier étant accordé aux fillettes de manière à motiver les enfants et à encourager les parents à les inscrire à l'école.

## **17. Youth Empowerment Alliance Statut consultatif spécial octroyé en 2002**

### **I. Introduction**

Youth Empowerment Alliance a été créée en 1999 en tant qu'organisation non gouvernementale internationale axée sur l'élaboration et l'exécution de projets visant à améliorer la vie des enfants.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'Alliance a pour principal objectif de renforcer le pouvoir d'action des enfants et des jeunes gens en renforçant les programmes de participation des enfants, le respect des voies de recours qui ont une incidence sur la vie des enfants et en fournissant d'autres possibilités pour une enfance saine. L'Alliance se fait l'avocat de la Convention relative aux droits de l'enfant et œuvre avec des États membres, des organisations non gouvernementales et des entreprises privées pour incorporer ses principes dans les politiques en faveur des enfants, notamment dans des domaines tels que la migration, l'adoption, la justice pour mineurs, le travail des enfants (y compris la traite et l'exploitation), les droits des enfants, l'éducation, le développement social, la recherche universitaire et la théorie juridique.

### **II. Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies**

La Youth Empowerment Alliance a exécuté le projet Africa Works, qui a développé l'écosystème économique visant à transformer les communautés rurales pauvres d'économies fondées sur la charité en communautés coopératives florissantes durables en mettant en place tous les éléments de la chaîne d'approvisionnement avant de commencer un projet. En coopération avec la Fondation Soong Ching Ling, la Fédération chinoise de la jeunesse et le Département de l'information des Nations Unies, l'Alliance a organisé un atelier à l'intention des ministres chargés de la politique des communications dans l'ensemble de l'Asie pour discuter du rôle essentiel que jouent les jeunes dans la recherche de solutions en vue de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement. Elle a organisé une campagne de publicité dans la presse écrite et par l'intermédiaire d'émissions audiovisuelles, notamment en collaboration avec un affilié de NBC aux États-Unis, pour promouvoir les questions concernant les enfants. L'Alliance a travaillé avec le Bureau du Procureur de l'État en Floride pour créer le Rap contre la violence afin de décourager les jeunes gens de se joindre à des gangs et de participer à la violence armée. Le projet, rebaptisé "Battle 4 Life", a reçu un prix national du Département de la justice des États-Unis et sera exécuté au niveau national par l'Alliance.

**A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires**

Un représentant de l'Alliance a pris la parole au quatrième Sommet mondial des médias pour les enfants et les adolescents, tenu à Rio de Janeiro (Brésil), en avril 2004 et l'Alliance a joué un rôle essentiel dans l'élaboration, avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, de la Charte de la jeunesse qui a été considérée comme un résultat de la conférence. Des représentants de l'Alliance ont également pris la parole au Festival du film arabe pour la jeunesse, qui a eu lieu au Caire, en mars 2006 et à la PLAN International Youth Media Conference sur le rôle de la jeunesse dans le monde, tenue à Bamako, en juin 2006.

**B. Coopération avec des organismes des Nations Unies**

L'Alliance a organisé une journée d'étude sur la Convention relative aux droits de l'enfant, fournissant tout le matériel de recherche et préparant un projet de protocole facultatif et faisant un exposé à Genève, le 30 mai 2008, en vue d'encourager le Comité à examiner la possibilité de mettre en place un mécanisme de plaintes individuelles pour la Convention. Elle est actuellement membre du Groupe de travail des organisations non gouvernementales chargé de l'élaboration d'un protocole facultatif trois à la Convention et d'un mécanisme de plaintes individuelles. Elle est également membre du Comité chargé d'encourager les États-Unis à ratifier la Convention. En mars 2007, elle a fait une déclaration et, en coopération avec l'UNICEF, a dirigé un atelier lors du cinquième Sommet mondial des médias pour les enfants et les adolescents, discutant du rôle des médias pour les jeunes dans l'évolution sociale.

---